



Note politique du 1^{er} octobre 2026

Didier Dufau

Des (fâcheuses) leçons de la précampagne à la relance (gagnante) de la vraie campagne !

1. Une effervescence autour des candidats en oubliant les problèmes à résoudre

Tout le monde semble avoir compris trois évidences : le double quinquennat d'Emmanuel Macron, suivant le quinquennat raté de F. Hollande, a été un désastre ; l'angoisse du pays est réelle et elle monte ; la France est en danger.

Tous les indicateurs ont viré au rouge vif : confirmation de ce que nous n'avions pas cessé de répéter à savoir que la croissance était quasi nulle de juillet 2025 à juin 2026 ; poussée incontrôlable de la dette et de ses coûts désormais en roue libre, avec des taux astronomiques grimpant vers .5 %, incroyablement supérieurs au taux de croissance, et absence du pays dans la reprise misérable que les autres pays européens connaissent. L'étalage du désastre est désormais accentué par les effets de loupe de la préparation du budget. Le cumul de la bataille politique du budget et de la campagne présidentielle accélère le diagnostic mais aussi les contorsions politiciennes. Les postures dominent et frisent l'imposture. Les victimes : la recherche dépassionnée de solutions et la reconstruction d'une unité nationale autour du sursaut.

On frise le ridicule avec près de 50 candidats pour le poste de président de la République. Ce qui n'empêche pas les médias de ne s'intéresser qu'à la question « qui ? ». Le festival de binettes à la télé est le ressort presque unique de l'activité médiatique débridée sur toutes les chaînes, à raison de six interviews par jour en moyenne. Le public suit parce que les questions de personnes l'intéressent plus que celles des programmes, mais sort du tourbillon avec une image toujours plus dégradée des « politiciens » (on ne dit plus « des élites » sauf avec un peu de mépris).

- Un cadre médiatique biaisé

Naturellement ce concours de binettes se fait dans le cadre des réalités médiatiques actuelles : un secteur public malhonnête, ancré à l'extrême-gauche, et dont les syndicats s'entraînent à prouver par tout moyen que rien ni personne ne les privera de leurs privilèges abusifs. Ce ne sont plus qu'attaques personnelles, piloris organisés, vitupérations menaçantes et injures pour tout

ce qui n'est pas « à gauche », alors que tout, dans ces discours, est dénaturé par rapport à ce qui était admis précédemment comme « valeurs de gauche » et, en tout cas, comme « bases de la République ». Les candidats « de droite » sont « interrogés » avec une envie non dissimulée de ruiner leur réputation par les procédés habituels et de les empêcher d'exprimer librement leurs ambitions. Accablés de projections d'images dévalorisantes, coupés constamment, renvoyés à des positions passées jugées infamantes, même les plus modérés sont aspergés d'adjectifs dévalorisants comme « populiste » ou « extrémiste », voire « fasciste ». On tape inlassablement sur un minable clou rouillé qu'on a cru trouver dans les semelles du candidat pour empêcher de développer des arguments. Accablé d'accusations, reprises en chœur souvent par une équipe de journalistes de gauche bien coordonnée, le malheureux interviewé sort de là sans avoir rien pu dire de clair et navré de voir le viol des principes républicains briller dans les yeux complices d'une bande de journalistes militants qui se savent intouchables. C'est vrai aussi bien pour le secteur public que pour une chaîne macroniste comme BFM-TV, défenseur acharné de l'extrême-centre. En même temps, on mène campagne contre Cnews qu'on veut faire interdire. Il est vrai que le soutien du RN y est décomplexé.

- **L'étonnante dimension raciste, occultée ou minimisée, du Wokisme**

S'il ne s'agissait que des « journalistes » ! En fait l'ensemble de la programmation est mis au service du « petit théâtre antifasciste » ou du développement de thèses wokistes extrêmes. Les mouvements dans les dépendances du wokisme américain ont d'abord nié que le wokisme existât. Les extraordinaires excès commis aux Etats-Unis, au Canada puis au Royaume uni ont été occultés, puis niés, puis minimisés en France. Désormais leur caractère totalement antidémocratique, violent, odieux et... ouvertement ségrégatif et raciste s'impose tous les jours dans le débat public. Ce qui mérite un petit détour historique.

La source de ce mouvement est le combat pour la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, en s'appuyant sur le culte de Mandela et la mise en accusation des Boers. La cause était indiscutable. Elle a mobilisé et été bénie partout en Occident notamment au sein de l'UK, jugée responsable, avec mise en cause de notables historiques, y compris Winston Churchill. Surtout elle a engendré, une fois la victoire acquise, des actions particulièrement odieuses passées sous silence en France. En dehors des assassinats et expropriations violentes de propriétaires terriens, déclarés voleurs structurels du patrimoine africain, diverses actions contre la race blanche en tant que telle, ont été mises en œuvre. La plus odieuse a certainement été l'interdiction « aux blancs » de l'accès à certains sites « à titre de réparation ». La culpabilisation de tous les blancs, sans faute personnelle, mais victime de leur couleur de peau, valait discrimination et exclusion ! Les principes mêmes qui justifiaient le mouvement antiapartheid étaient abandonnés radicalement et leur contraire intolérable mis en place ! Inverser une politique discriminatoire n'est pas lutter contre les discriminations mais les pérenniser.

Le jour même où ces lignes ont été écrites, deux fusillades mortelles de masse ont endeuillé l'Afrique du Sud. « Ce pays d'environ 62 millions d'habitants affiche l'un des taux de meurtres les plus élevés au monde, avec près de 60 personnes tuées chaque jour ». N'espérez pas que le mouvement Woke se mobilise et se scandalise de cette situation. 20 000 morts par an ! 200 000 tous les dix ans ! Pas de quoi s'indigner...

Beaucoup de Français (ils ne sont pas particulièrement attentifs à l'évolution du wokisme américain) ont été surpris de la vitesse du mouvement anti israélien et « pro palestinien » qui a suivi l'ignoble massacre d'octobre, accompagné de scènes littéralement atroces. Ils n'ont pas vu que depuis des années le mouvement anti-apartheid **cherchait une nouvelle victoire**. Israël

a été vu comme la cible idéale qui pourrait succéder à l'Afrique du Sud. Les victimes n'étaient plus les noirs mais les arabo-musulmans. Le crime des Blancs occidentaux et de la « sous-race blanche des Juifs », sic, était d'avoir créé cet Etat en expulsant beaucoup d'Arabes locaux. S'ajoutait évidemment le soupçon qu'Israël, par la force et selon une volonté tenace, souhaitait coloniser les territoires extérieurs de Cisjordanie. Le wokisme expiatoire ne cherche jamais à dénoncer des attitudes odieuses sur la planète, en Asie, en Afrique ou ailleurs, mais seulement à sanctionner l'Occident coupable, nécessairement coupable, qui ne peut se réhabiliter que par la contrition et la soumission des Blancs. Quelle que soit l'atrocité des crimes commis par le Hamas, ils n'étaient, pour la mouvance Woke, qu'une expiation normale et nécessaire justifiée par la nécessité de la résistance à l'oppression blanche.

Le wokisme n'est qu'une punition, une automutilation volontaire des Blancs coupables. Les limites de l'ampleur de cette mutilation régénératrice ne sont pas fixées.

Les islamistes ont vite compris ce qu'ils pouvaient tirer de cette porte largement ouverte pour le terrorisme.

Croire qu'on en est là par hasard et que tout va se calmer serait une énorme erreur. On le voit aux Etats-Unis où désormais les têtes pensantes du Wokisme veulent imposer un « impôt de réparation » aux seuls blancs « pour l'ensemble de leurs crimes ». Une ségrégation fiscale tout de même assez originale lorsqu'elle veut s'inscrire dans un approfondissement des droits de l'homme...

Que le trotskiste Mélenchon ait décidé de chevaucher ce douteux destrier pour obtenir le vote africain et arabe, et obtenu par ce moyen la domination d'une gauche qui a décidé de laisser tomber les ouvriers, est évidemment pour la France, pays des droits de l'homme, une indignité particulière qui pèse sur le climat de cette élection présidentielle qui prend, à gauche, une coloration qui n'est clairement pas celle des valeurs communes de la République.

- Le silence subjugué des politiques

Personne parmi les candidats n'a décidé jusqu'ici de prendre à bras-le-corps le masochisme occidental et le racisme antiblanc du wokisme, qui s'est installé tranquillement en Europe.

Les candidats se sont contentés de travailler leur image avec des résultats plus ou moins significatifs.

Mme Tondelier, candidate des Verts, s'est effondrée. Elle ne sera qu'une force d'appoint. Elle est passée pour sotte et inculte. Elle ne s'en remettra pas, alors même que les dégâts causés par le réchauffement ont été gigantesques en partie à cause des écologistes qui ont refusé les mesures de défense contre les conséquences de ce phénomène.

M. Glucksmann ne parvient pas à imposer un physique ingrat et une posture attrape tout. Sa candidature, lancée par E. Macron et ses conseillers en juin 2024, pour que les socialistes lui permettent de finir son règne, est soutenue avec les moyens colossaux dont Macron lui-même avait bénéficié et en particulier des sondages grossièrement arrangés. Ce personnage totalement inconnu des Français aurait porté 12 % des suffrages à la présidentielle en sortant soudain du bois ! Impossible . Prisonnier d'une primaire avec le pâlichon chef du PS, Olivier Faure, et la cruche Ségolène Royal, il attend de se faire croquer par François Hollande à qui est réservé un parcours fleuri sur les médias publics et macronistes. Qu'on en vienne à en faire un président pro business restera l'exploit de médias totalement indifférents à un minimum d'honnêteté !

Les héritiers du macronisme, Gabriel Attal et Edouard Philippe, sont et resteront plombés par leur contribution au désastre Macron. Le premier est devenu le nouveau « dents blanches », l'émule de Lecanuet, et son sourire perpétuel. Il a des qualités de débatteurs, mais façon roquet. Surtout, il n'a rien à dire sinon du mal du président qui l'a nommé, on ne sait trop pourquoi, avant de le jeter peu de mois plus tard comme on balance une épluchure. Personne n'a compris ce qu'il pourrait bien apporter au pays. Edouard Philippe a choisi de faire frire les frites et les crêpes pour « casser le moule » et « fendre l'armure ». Il sait qu'il est coincé par son mandat de premier Ministre où, après avoir trahi son parti pour un poste exceptionnel, il a fermé Fessenheim, une erreur grotesque, fait voter les lois ZAN et SRU qui paralysent tout, provoqué la crise des Gilets jaunes et multiplié les règles bureaucratiques. Politiquement il est passé de « Alopécie à Allo PC », avec un pacte électoral de survie personnelle avec le PC et LFI ! Soutenu massivement par les forces qui avaient poussé Emmanuel Macron au pouvoir, son seul argument est « d'interdire le succès des populistes » en étant le chef d'une coalition unitaire pour « faire masse contre » le RN et LFI. Le programme de survie du pays ? On verra plus tard. La faille est dans le fait que les Français en ont assez des chansonnettes « contre » et veulent savoir comment on sort du trou lamentable dans lequel le pays s'est fourré encore plus profondément avec le socialo centrisme catastrophique et débilitant de ces 15 dernières années.

Malheureusement, Marine Le Pen est la grande triomphatrice de cette première phase de la campagne électorale. Elle est candidate, ce qui n'était pas évident il y a un an. Elle a remisé Bardella et recentré sur sa famille la gestion du RN, avec le retour de Marion Maréchal dans son giron. Elle est toujours à plus de 30 % des intentions de vote et les Français ne veulent plus que les élections présidentielles soient polluées par les juges rouges ou roses. Sa très longue prestation sur LCI lui a permis de s'habiller en De Gaulle et en principal soutien à la Ve République. Des décisions radicales, appuyées par referendum, comme le statut des étrangers et la préférence nationale, l'élimination des soutiens non contributifs aux étrangers, l'éviction des délinquants du parc social, lui permettent de se présenter en bouclier de la nation. L'annonce d'un plan immédiat de 125 milliards d'euros de réduction de la dépense publique sans toucher aux retraites lui permet de faire face aussi aux questions gouvernementales d'urgence posées par le budget tout en flattant le désir qu'on cesse « d'emmerder les Français ». Elle veut restaurer pleinement le droit de propriété, en supprimant les impôts, taxes et réglementations qui le limitent. Le fait est que malgré les faiblesses évidentes de ces postures, quand on les creuse un peu, les journalistes de LCI n'ont pas réussi à les faire valoir. Pour ses adversaires, Il faudra attendre l'annonce du programme détaillé et le contre budget pour tenter de reprendre la main.

Les Républicains sortent de cette phase initiale en plus grande difficulté qu'ils n'y étaient entrés, mais gardent une possibilité de rebond s'ils en comprennent la cause.

La perte d'élus au Sénat est une nouvelle défaite, inévitable après l'échec des municipales dans les grandes villes, dont nous avons démonté le mécanisme dans nos notes politiques précédentes. Cela ne crée pas de dynamique positive. Au moins le sénateur Retailleau est-il libéré du souci de cette élection et il a désormais le temps de s'interroger sur la suite de la campagne.

Le vice initial de cette campagne est d'avoir provoqué un vote sur le candidat de LR **sans aucun débat de programme**. Cela fait maintenant près de cinq ans que le débat sur le programme de LR est à l'abandon, et que tous se concentrent sur la question féodale du chef ! Les instances ont désigné le chef. Un vote des adhérents a conforté la décision. LR a un candidat conforme et légitime, selon ses règles du jeu. Mais **pour dire et faire quoi ?** Mystère. Comme d'habitude les

Énarques du parti ont préféré marquer leur distance, à la limite de la dissidence, et montré, avec des nuances pas trop subtiles, leur soutien à Edouard Philippe, « rassembleur de masse », paraît-il. Le seul combat noble est contre le « populisme ». Le livre de M. Copé est strictement identique à celui de Mme Borne et témoigne parfaitement de la fameuse « pensée unique » !

Ces jeux de pouvoir ont empêché de répondre à la question fondamentale des Français : pourquoi en sommes-nous arrivés à pareil désastre national et quel sursaut crédible pouvons-nous envisager ? « J'en ai marre » a répété en multiples occasions Bruno Retailleau et « je veux renverser la table ». On peut imaginer que les spin's doctors sont passés par là. Aucun programme connu n'étant sur la table, le parcours a été éclairé par des éléments de langage censés marquer l'ampleur de l'ambition du candidat, ampleur d'autant plus importante qu'elle justifiait de porter la candidature jusqu'au jour de l'élection. L'ennui est que malgré l'accent mis sur la sincérité et la constance, personne n'est capable de mettre de la substance derrière les déclarations de principes ou de bonne volonté. Nous nous battons depuis des années, ces notes en témoignent, pour que **LR ait un vrai programme** et que le parti s'empare de son identité naturelle, la défense des institutions gaullistes, largement saccagées par les socialo-centristes, et l'assoie sur un projet fort : le retour à la troisième place mondiale pour le PIB par tête ! Ce projet permet de viser 2 000 milliards de PIB annuels en plus qui nous permettront de sortir et nos problèmes de dettes et des questions lancinantes de pouvoir d'achat.

Jusqu'ici sans succès !

Cette absence de programme et de lien entre l'identité gaulliste et le projet de sauvetage national, civilisationnel, économique et constitutionnel vaut exclusion dans les sondages. Estimée entre 6 et 8 % des suffrages, et plutôt à la baisse, avec la hantise d'un score de moins de 5 % qui vaudrait cette fois-ci élimination de la vie politique, la candidature Retailleau est en suspens.

Aucune des propositions partielles annoncées successivement par Bruno Retailleau n'est mauvaise ou contestable. C'est plutôt précis et convaincant. Il n'y a pas véritablement de faute. C'est une petite musique, plutôt agréable. La difficulté vient ce que leur dispersion dans un ensemble non polarisé de façon ferme et identifiable les rend peu audibles et non décisives. Beaucoup sont cannibalisées par les autres candidats. L'originalité ne peut pas provenir de mesures partielles justifiées, mais par la force et la cohérence du projet d'ensemble.

Il faut donc que ce projet existe en tant que tel.

Rien n'est perdu si nous gagnons la bataille de la phase II dont le champ doit être impérativement la promotion d'un projet complet, identifié et décisif.

2. La bataille de la phase II : octobre 2026 à janvier 2027

La vie intellectuelle et les réflexions foncières ou concrètes existent au sein de LR. Nous pensons, par exemple, à l'intervention dans Commentaire de Madame la sénatrice Carrère-Gée. Profonde et bien vue. Les journaux sont pleins de tribunes LR, comme celles de MM Larrivée ou Aubert. Nous avons parlé de l'essai de François Copé.

Si on ajoute les écrits d'anciens LR, comme l'énorme succès du « Casse du Siècle », de l'ex LR Sarah Knafo et qu'on les compare au bide par exemple du livre de F. Hollande dont le vide est proprement effarant, on voit que le monopole de la gauche sur la pensée écrite est en train de s'effriter. Le premier numéro du magazine Civilisation marque également l'apparition d'une pensée de qualité à droite.

Nous pouvons gagner la confiance et le rassemblement des Français autour d'un vrai projet construit, pertinent et convaincant qui mêle la rupture nécessaire et le respect des grands principes républicains.

M. Bruno Retailleau, seul candidat légitime de LR, à juste titre puisqu'il a été choisi par un vote militant, a indiqué qu'il voulait construire ce projet positif et décisif et qu'il le portera jusqu'au premier tour pour garantir qu'il puisse être voté. Le mot rupture est au centre de ses interventions. Intention parfaite !

Il faut désormais densifier et crédibiliser ce projet et en faire une réalité identifiée et globale permettant le sursaut.

À terme des alliances seront nécessaires. Sans projet, ce ne sont que des jeux politiques. C'est le destin de la France et des Français qui est en cause. Un projet précis doit être la clé du dialogue nécessaire, en temps utile, avec d'autres mouvements et seule un accord sur des solutions partagées permettra de retrouver la confiance de l'électorat.

Alors, amis Républicains, achevons de préciser les moyens du sursaut, en assumant les ruptures indispensables, dans le respect des Français et des principes de la République.

Faisons voter le programme par nos adhérents en janvier 2027. Et convainquons en trois mois le reste des Français de sa pertinence ! Les Français veulent des solutions pas des polémiques oiseuses entre dizaines de candidats autopromus par la seule idée qu'ils se font d'eux-mêmes ou par des forces hasardeuses qui avancent leur nullité impudemment ou leur influence masquée. Alors, fonçons !

L'important est que deux assertions fortes restent imprimées dans l'esprit des Français :

- LR est le parti institutionnel de la Ve République, et le seul héritier de sang de son fondateur, le Général de Gaulle et le plus déterminé et légitime pour rendre aux institutions de l'État leur pleine efficacité et autorité, atrophiées pendant trop longtemps par les mouvances socialo-centristes qui ont créé une situation proche de ce que le Général de Gaulle appelait la « chienlit ».
- Le projet n'est pas une purge perpétuelle pour payer des démagogies perpétuelles, mais de revenir dans le peloton de tête des nations prospères et régler nos problèmes de dettes et de pouvoir d'achat, tout en rétablissant l'efficacité des politiques publiques fondamentales.

Ces deux promesses seront tenues par des **ruptures indispensables** mais **dans le respect** de tous et de tout ce qui caractérise l'identité profonde de la France et son rôle historique dans l'histoire.

Sur cette base, on peut justifier que l'on présente jusqu'au premier tour, avec ténacité, un projet fondamental pour l'avenir des Français. En sachant qu'ils attendent désormais non pas des bribes disjointes de propositions mais un programme complet, garantissant son efficacité, et annonçant des situations où ils peuvent projeter leur vie.

Un des éléments fondamentaux pour obtenir leur confiance est que ce programme ait fait l'objet d'un vote des adhérents LR après des débats internes qui permettent de tenir compte de toutes les visions. Ce vote aura un avantage supplémentaire : imposer à tous, au sein de LR de le

défendre énergiquement ou... démissionner et aller voir ailleurs si la soupe à la grimace est meilleure.

3. Esquisse d'un programme complet

Nous ne doutons pas qu'il existe au sein des équipes dirigeantes LR toutes les ressources nécessaires pour bâtir le programme fondamental nécessaire, même si, jusqu'ici, elles sont restées d'une remarquable discrétion. Nous avons pour notre part décidé de faire l'effort de présenter l'esquisse de ce programme, pour que chacun comprenne que si cet effort est lourd et difficile et qu'il demande d'attaquer beaucoup de questions délicates et potentiellement polémiques, un résultat convaincant est possible. Ce programme que nous travaillons depuis des années est déjà une synthèse et des arbitrages ont été faits pour en permettre une meilleure acceptabilité. En toute conscience, on ne voit pas comment on pourrait éluder les grandes lignes des solutions proposées. Une brochure d'une cinquantaine de pages a été rédigée, dont nous donnons ci-dessous la première page, la quatrième de couverture, la préface et le plan. Ce livret est téléchargeable gratuitement en format pdf sur le site de la librairie du Cercle des économistes e-toile : librairie-e-toile.fr.

Personne ne pourra plus dire que les militants LR sont passifs et n'ont rien à dire. Les militants LR sont inquiets et lassés de voir les LR perdre bêtement des élections pour n'avoir jamais abordé les grands problèmes nationaux ou municipaux avec la hauteur et la rigueur nécessaires. Ils sont las de voir que rien n'est fait pour leur donner les armes d'une action de terrain convaincante, décisive et victorieuse. Les adhérents sont encore plus inquiets. Le risque d'évaporation est grand, au rythme de départs comme celui de M. Lisnard, considéré par un grand nombre de nos fidèles, comme la figure même d'un homme politique de terrain, plébiscité dans sa ville et qui a de bonnes idées. Il devra être réintégré, via la finition d'un programme décisif, dans l'aventure LR. Comme d'autres.

Ce projet doit acter que la France ne se reconnaît plus et s'interroge. Depuis une cinquantaine d'années, les chiffres s'accumulent qui décrivent un déclassement dans pratiquement tous les domaines. Nous avons un enseignement remarquable. Nous avons sombré dans le classement PISA qui compare le niveau des élèves. La France se classait 23^e en mathématiques, 28^e en lecture et 26^e en sciences sur 85 pays. Le dernier classement l'envoie à la 28^e place globale ! La démographie française coule ! Nous avons une démographie solide avec, en 1971, 30 millions de moins de vingt ans. Il nous en reste un peu plus de 15 millions. La moitié ! Un véritable effondrement que personne n'a voulu voir. La perspective est de 5 millions en 2 100... Après la Libération, nous avons voulu une croissance rapide. En 1971, la France était 3^e pour le PIB par habitant. Elle est désormais, selon le FMI, 24^e. Nous connaissons en 2026 une crise agricole, industrielle, énergétique et immobilière. Le chômage structurel revient vers le 9-10 %. Le budget, ruiné, ne permet plus de soutenir les fonctions régaliennes (santé, justice, police, armée), alors que les prélèvements sont égaux à la valeur ajoutée des entreprises ! L'impôt sur le revenu ne suffit même pas à payer les intérêts de la dette. La honte !

Si nous avons conservé notre troisième place pour le ratio « PIB par habitant », nous produirions chacun 80 000 euros chaque année au lieu de nos pâlichons 52 000. Voilà donc le projet : revenir à la troisième place pour le PIB. Le comment est dans la brochure !

France

Revenir dans le groupe de tête

Didier Dufau



Les naufrageurs sont connus

Les erreurs se corrigent

Agissons

1 876 milliards d'euros de ressources **en plus** chaque année ! Adieu la dette et les attaques contre notre régime social !

Regagnons le peloton de tête des nations productives et fonçons !

Voir, comprendre et agir, ensemble, intelligemment et sans faiblesse !

Sommaire

Préface de l'auteur

Première Partie : Voir et Comprendre

1. Trois facteurs internationaux critiques
 - La démographie
 - Les systèmes monétaires
 - L'écologie de la décroissance
2. Les causes françaises du déclassement économique
 - L'improductivité
 - Les gratuités et l'irresponsabilité des bénéficiaires
 - L'égalitarisme forcené et l'hyper-fiscalité
 - La sur réglementation
3. Les visages contrastés de la liberté de circulation des personnes

Seconde partie : Agir sur le cadre démocratique

1. Restaurer le pouvoir démocratique de L'État
 - Rétablir l'équité politique
 - Pas de gouvernement des juges
 - La subsidiarité des ordonnances européennes
2. Restaurer la liberté du débat
 - Sortir des querelles victimaires
 - Sortir de la com' mensongère
 - Sortir de la censure
3. Reconstruire les partis politiques de gouvernement
 - Sortir des traditionnels réflexes féodaux
 - Privilégier le programme
 - S'appuyer sur les adhérents et les militants

Troisième partie : Agir sur l'économie par dix actions de rupture

1. Reconstruire l'enseignement sur l'exigence et la sélection
2. Reconstruire la sécurité sociale sur une base assurantielle
3. Reconstruire un cadre fiscal favorisant la production
4. Reconstruire l'assistance sociale sur la base d'aides temporaires
5. Reconstruire la sécurité par la certitude des peines

6. Importer par nos ports et privilégier les entreprises nationales
7. Reconstruire une politique énergétique efficace
8. Refaire de l'agriculture une force
9. Réenchanter les naissances
10. Bâtir une diplomatie de la prospérité »

Espérons qu'à partir d'un projet aussi fort, Bruno Retailleau puisse prouver la nécessité absolue de sa candidature. Car rien ne sera proposé de comparable par les autres candidats obsédés par leur seule image et des éléments de langage le plus souvent totalement démagogiques.

4. Du côté des réprouvés, des suspects et du Grand Guignol

- La confession de François Fillon

François Fillon a livré une longue confession dont il est utile de commenter les leçons. D'abord parce qu'il reconnaît des erreurs. Sur les deux sujets qui ont marqué sa sortie de la vie politique, il donne un avis qui mérite d'être pris en considération parce qu'on y trouve deux ingrédients problématiques : des habitudes limites généralisées dans le monde politique et qui ont été, pour lui, source de condamnations disproportionnées.

L'affaire de costumes est la plus dérisoire. Tout le monde sait que certaines marques ou boutiques font leur pub en habillant les personnalités politiques qui ont de la visibilité. C'est vrai pour les femmes mais aussi pour les hommes et depuis des décennies, à gauche comme à droite. Mitterrand, Jack Lang et tant d'autres ont été de vrais parasites de la République. François Fillon recevant trois costumes n'a pas compris tout de suite que l'un avait été payé par celui qui voulait le piéger. Il reconnaît qu'il aurait dû le renvoyer dès qu'il a été informé. Il a payé très cher cette négligence et il s'en veut légitimement.

Sur l'emploi de son épouse, il n'a rien pratiqué que ce que des dizaines d'autres ont fait également. Lorsqu'il est devenu Ministre il n'aurait pas dû maintenir son épouse comme assistant parlementaire de son suppléant. Là aussi il reconnaît une négligence que l'habitude lui a fait négliger. La justice ne le condamnera que pour cette période. Le problème est l'énormité de la condamnation et l'anomalie complète du traitement judiciaire qu'il a subi et qui condamne radicalement l'institution mise en place par Hollande après le scandale qui a frappé son gouvernement et qu'il a retourné contre les personnalités de droite. La partialité et l'outrance ont été telles qu'on peut légitimement s'en indigner.

Il faudra revenir sur les décisions prises par François Hollande. L'affaire Fillon montre que ce mauvais président est totalement indigne de le redevenir. La déviance du PNF n'est qu'un exemple.

- Le livre de Bruno Lemaire

L'affaire est plus légère, mais très révélatrice. Énarque à peine viré de son poste de Ministre permanent des Finances sous le règne de l'Énarque Macron, le voilà qui publie un livre de

réflexion sur son expérience, à base de textes éciit tout au long de son mandat. Évidemment, il n'est pas d'accord avec la responsabilité qu'on lui impute des 1 000 000 000 000 (mille milliards) de dettes et ne comprend pas que la proposition de devenir ministre des Armées ait tellement déstabilisé Bruno Retailleau, au point de le conduire à renoncer à son poste de ministre de l'Intérieur.

En vérité on aurait tort de croire qu'il ne s'agit que d'une défense et illustration de lui-même. L'acteur veut être le commentateur de son propre parcours. Le livre est farci d'anecdotes, d'appréciations, de remarques, d'analyses, de descriptions dont beaucoup sont pertinentes. C'est plaisant à lire. On s'invite à la table des grands de ce monde « comme si on y était ». Un peu comme si l'auteur nous tapait sur le ventre en disant : « tu vas voir, c'est marrant ! ».

Le livre est une forme de dandysme politique qui ne perçoit jamais la dérive totale d'une caste de hauts fonctionnaires tout-puissants et intouchables qui pensent qu'on peut devenir président sans passé politique, qu'un poste de premier ministre est l'équivalent d'un poste de président de la Ratp et juste une étape dans une carrière, et que tout va bien même quand tout va mal.

La flagornerie insensée qui s'est manifestée lors de la passation des pouvoirs au ministère des Finances a atteint des sommets ahurissants. Morgue et mensonges, enveloppés dans un nappage inouï d'hommages surjoués, et de courbettes indécentes, sur fond d'indifférence totale à la situation dramatique du pays, ont écœuré un grand nombre de Français.

D'une certaine manière Bruno Lemaire signe involontairement la mort morale de l'Enarchie Compassionnelle et Bienveillante. Pour ceux qui gardent une distance un peu cynique avec la politique, l'incident sera considéré comme mineur et le livre comme assez propédeutique.

Les autres se tapoteront le menton sur le thème : tout de même ! Plus jamais ça !

- Les prédications alarmantes d'Emmanuel Todd

Emmanuel Todd fait publier chez Gallimard sous couverture noire « La Dislocation », la suite de « la défaite de l'Occident » publié sous couverture blanche en 2022. Il est une sorte d'OVNI dans la production intellectuelle française. Il utilise une méthodologie frappée au burin, celle du mouvement des Annales, en se mettant beaucoup en scène lui-même, ce qui fatigue un peu le microcosme. Il pense déceler des mouvements de fond qui laissent indifférent le monde politique et intellectuel mais qui se révèlent tectoniques avec le temps qui passe. Depuis qu'il a annoncé la chute de l'empire soviétique, à un moment où tout le monde craignait qu'il ne fût inoxydable, une auréole de prophète nimbe sa personne d'une façon un peu ridicule. Mais on tend l'oreille quand il annonce la chute de l'Occident. Il y a du Phillipulus chez Emanuel Todd. Emmanuel Todd livre il est vrai quelques vérités fondamentales. Son analyse de la situation de la Russie et d'une forme de réussite de Poutine est solide, documentée et éclairante. Et totalement contraire au narratif médiatique et politique du moment. La chute du régime soviétique a permis à la Russie comme à l'Ukraine de redevenir un grenier à blé. L'alcoolisme, les suicides, les crimes de sang et la mortalité infantile ont connu des baisses sensibles. La Russie a formé des ingénieurs pas des avocats. La classe moyenne a été confortée par une forme de libéralisme économique contrôlé. Les Oligarques ont été mis au pas. L'énormité de ses réserves naturelle a

fait de la Russie un fournisseur puissant. Le régime a conservé des élections qui démontrent que le pays suit ses dirigeants. Le coup d'État en Ukraine, après l'attaque contre la Serbie, a été une des erreurs cinglantes des Etats-Unis qui ont détaché la Russie de l'Europe. Les accords de Minsk ont été une tricherie avouée par Hollande. L'analyse est difficile à réfuter. Et ce n'est pas la diplomatie inepte de M. Macron qui pourra réparer les dégâts d'une guerre d'attrition dont nous sommes devenus partie prenante, alors que l'État français est ruiné !

Dont acte !

Sur Gaza, Emmanuel Todd rend les Etats-Unis seuls responsables et considère qu'il y a eu génocide « même si cela ne correspond pas à la définition ». Le massacre hideux qui a précédé la guerre d'élimination de la force du Hamas ? La volonté déclarée sainte de l'Iran de raser le pays avec une arme atomique ? Chut ! Ce bavardage est inacceptable ! Il est à noter que lorsque les Etats-Unis, via l'OTAN ont décidé de venir au secours de la fraction albanaise du Kosovo, après le massacre de 8 000 Albanais à Srebrenica, ils ont tué 130 000 Serbes et en ont blessé 135 000 ! Des dizaines de milliers de Serbes du Kosovo ont été obligés de fuir. Le tout pour créer un pays pourri et dirigé par de vils assassins. On ne parle pas d'un « génocide » anti serbe, alors que le nombre des victimes d'origine albanaise est globalement très inférieur aux pertes serbes. Hachim Thaci, qui a paradé partout en Occident et notamment avec Emmanuel Macron lors de la commémoration du 11 novembre 2018 et qui est devenu un temps président du Kosovo, a enlevé des dizaines de Serbes qu'il a dépecés pour vendre leurs organes sur le marché international et notamment aux États-Unis. Il vient d'être condamné par le CPI à 25 ans de prison avec 26 ans de retard. L'UCK a toujours compté sur le trafic de drogue et certains soulignent le rôle de relais de la base militaire américaine de Greenfield. Des milliers de Kosovars se sont installés en France où des affaires de drogue les concernant n'ont jamais cessé. Et on veut incorporer ce faux état dans l'Union Européenne ! Le « deux poids deux mesures » est flagrant. On voit que l'habitude de faire ami-ami avec des grands criminels, chez Macron, ne date pas d'hier. Son flirt appuyé avec le nouveau responsable de la Syrie **Ahmed al-Chara**, terroriste sous le nom d'**Abou Mohammed al-Joulani**, en témoigne également.

Là où on ne peut pas non plus suivre M. Todd, c'est dans ses délires sur le PIB. L'indicateur est imparfait, c'est sûr ! En intégrant le coût des fonctionnaires comme source du PIB, il suffit d'en augmenter les salaires et le nombre pour créer du PIB qui ne correspond à aucune production nouvelle. Il dépend aussi de la manière de compter l'inflation. Pour le ministère des Finances français, la hausse des prix dans l'immobilier n'est pas une composante de l'inflation mais un enrichissement patrimonial à taxer durement, alors que le bien lui-même est resté le même. Les Allemands ont une vision plus saine. On peut aussi soutenir que la transformation du contenu productif rend difficile les comparaisons à long terme. Mais l'indicateur est là et permet de suivre l'évolution économique. Dénoncer la composante financière du PIB est stupide, surtout quand on ne comprend pas la source inépuisable de capitaux en balade. Ce qui est grave n'est pas le calcul du PIB mais l'abandon d'indicateurs rapides et fiables comme la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand. Il est vrai que la dépense des pouvoirs publics est égale à la valeur ajoutée des entreprises depuis 2021. 100 % ! Quel mauvais effet ! À la trappe la statistique !

Ces réserves faites, Il est juste d'ajouter des critères sociétaux vitaux dans la réflexion : avortements, suicides, mortalité, type et nombre de diplômés. Sur tous ces points l'examen des chiffres français pointent un désastre. Le titre du chapitre III est explicite : **France, la chute finale ?** Eh oui : il faut faire très attention ! Un pays averti en vaut deux.

- La folie narcissique d'Emmanuel Macron

On sait depuis longtemps que la folie narcissique d'Emmanuel Macron est incurable et qu'on ne peut rien espérer sinon quelques calculs foireux de sa part qui viendront compliquer un peu plus la vie nationale. La preuve a été faite et admise par tous qu'il n'aimait pas le pays qu'il avait subjugué et lui préférait l'Europe. Il était clair qu'il allait perturber lourdement la rentrée politique de septembre 2026 pour tenter d'exister malgré sa déchéance de facto dans l'opinion publique, au vu des résultats détestables de son double quinquennat.

Certains imaginaient une nouvelle dissolution perverse au plus sale moment. D'autres un « article 16 » dévastateur ou même l'utilisation d'une perspective de guerre ouverte pour suspendre le fonctionnement des institutions. Nous-mêmes avons proposé une interprétation plus douce : Emmanuel Macron travaille de façon obsessionnelle mais permanente à son « job d'après ». Quoi qu'il en coûte ! L'hypothèse la plus sérieuse était qu'il visait la présidence élue au suffrage universel de l'Union Européenne transformée en véritable Etat fédéral. On sait maintenant que se tiendra au début de l'année 2027 « une conférence européenne de type 1948 » dont le but est de refonder radicalement l'Union Européenne sur la base de la « puissance » et d'un fédéralisme total. Voici venir les Etats-Unis d'Europe... avec un président élu au suffrage universel ! Tiens ! Tiens ! La stratégie de communication est évidente : se placer à tout prix comme le défenseur acharné d'une Europe puissance tenant tête aux puissants et collant au politiquement correct wokiste ; utiliser tous les moyens de son statut de président pour s'imposer au centre de la photo. Pour doper son image auprès des Européens, pas des Français, dont il se moque comme de sa première chemise. Mais il lui faut éviter d'être rincé avant la fin de son mandat !

Alors on vient de subir sa « villepinade » ahurissante à l'ONU où il s'est inscrit de façon délirante et violente dans le mouvement Free Palestine. Une honte presque absolue qui a rappelé qu'il n'avait pas voulu se montrer à la manifestation unitaire contre l'antisémitisme et que son inclinaison pour les Arabes et les Noirs a toujours été manifeste. Elle a été aussitôt suivie d'une conférence de presse façon monologue pendant des heures où il a expliqué qu'il avait tout fait bien et qu'il n'était responsable en rien des difficultés du pays, mais qu'il tenait les manettes. Une prestation grotesque et sans intérêt mais qui lui a fait croire encore cinq minutes que sa parole était une action. Aucune annonce sinon qu'il n'avait pas l'intention de dissoudre à nouveau l'Assemblée nationale. Et qu'il protège la France contre les Russes. Il va en Espagne et il y prend un « vent diplomatique » aussitôt sur place ! Posture et imposture ! Une fois de plus !

Le spectacle à Metz d'un Macron plus postural que jamais, déclarant au monde qu'était venue l'ultime occasion de prouver sa capacité de penseur de dimension intercontinentale voire cosmique, en exploitant sans vergogne la présence d'un Pape sidéré par l'inconvenance, était digne d'une intervention de Mme Ceausescu de la grande époque des dingues au pouvoir. Que le président en fin de règne, assis sur un bilan désastreux, se croit autorisé de délivrer, sur un ton de mauvais comédien, un discours aussi vide que long, aussi prétentieux que creux, laisse rêveur sur les dégâts du narcissisme délirant.

5. La réconciliation de la France avec l'Eglise catholique

La visite du Pape en France et son énorme succès à Paris ne sauraient être minimisés. Elle contredit la première page du Figaro Magazine qui insiste sur « le grand malaise de l'homme occidental » voué à « la solitude, au narcissisme, et aux psychotropes ». Le spectacle improbable de centaines de milliers de Français noyant dans la liesse de la communion les plus grandes artères de Paris n'a pas d'exemple. Des confessions sur le trottoir, des hosties distribuées par milliers, à l'occasion d'une messe géante, rehaussée par la beauté de la ville de Paris, sublimée par un soleil radieux, jamais on n'avait vu cela.

Ces cérémonies mettent fin à la longue période de trouble d'identité de l'Eglise catholique depuis mai 1968. À son effacement puis son évaporation dans « l'air du temps » et à sa dérive vers une pratique quasiment protestante, s'est ajoutée la multiplication de prêtres voire d'évêques plus gauchistes que soucieux du message chrétien, façon Mgr Gaillot. « Pour nombre de catholiques, intellectuels, dirigeants ou simples fidèles, les années 68 sont celles où l'espérance née du concile Vatican II est venue se fracasser sur les rives et les dérives du gauchisme, entre théologie de la révolution et antihumanisme » (Denis Pelletier, « Catholiques français de gauche et d'extrême gauche à l'épreuve du "moment 68" », Histoire@Politique

Léon XIV, qui symbolise une forme de douceur évangélique marquant une rupture franche avec son prédécesseur encore marqué par des adhésions castristes sud-américaines, est indiscutablement l'homme qui a permis l'extraordinaire réussite de la visite papale en France. Ce que Jean-Paul II n'avait pas pu totalement mener à bien, Léon XIV l'a réussi. Le monde chrétien ne craint plus de se montrer et d'exister au grand jour et il se découvre beaucoup plus important qu'il ne le pensait.



Beauté unique d'un moment historique

Un des aspects les plus positifs de cette visite aura été sa dédicace au rite marial.

« Ce sont très exactement 259 416 IVG qui ont été réalisées en France en 2025, soit 2,9 % de plus qu'en 2024. Après avoir doublé entre 1990 et 2015, le nombre d'IVG augmente continuellement en France depuis 2016 (mis à part une légère baisse en 2020 et 2021 durant la

pandémie de Covid-19). Le nombre d'avortements provoqués a ainsi augmenté de 22 % depuis 2016. Ainsi, alors que, dans le même temps, les naissances sont en forte baisse, le nombre d'IVG par naissance est passé de 0,27 en 2016 à 0,40 en 2025. » L'avortement compte pour 50 % du trou de la natalité par rapport aux taux de 1971. Cette évolution est mortifère pour la France.

Pour la première fois depuis 1975, une voix s'est fait entendre qui réenchantaient les naissances, la maternité, le miracle de la vie. Puisse-t-elle rencontrer l'âme des Français et des Françaises.



L'Assemblée nationale entendra-t-elle ?

6. Déambulation dans un champ de ruines

Tout le monde savait que la gauche en difficulté et l'extrême gauche en surchauffe mélenchonienne tenteraient d'utiliser la situation déplorable du pays pour créer un chaos utile à leurs desseins et que les forces de destruction déjà à l'œuvre continueraient leur travail de sape. C'est bien le cas.

Mairie de Paris

A Paris, où les erreurs de LR ont permis à la coalition « arc-en-ciel » de continuer leur massacre de la ville, la Municipalité a fait monter d'un cran sa politique hostile à la circulation automobile. Après les mesures vexatoires, comme la suppression des feux tricolores visibles facilement, les inversions de sens unique sur le trajet des rues, les voies uniques réservées aux bus et aux vélos, ne permettant plus aux automobilistes d'avancer, les rétrécissements de voies sous forme d'étranglement, la dégradation des voies de circulation laissées à l'abandon, les rues piétonnières, voici l'arme ultime : la suppression de la possibilité de stationner. Le dimanche 27 septembre, il était impossible de stationner dans tout le quartier entourant le jardin du Luxembourg. Deux kilomètres carrés radicalement expurgés de voitures. Le jardin était réservé aux hordes de touristes débarqués par cars entiers. Ne pas essayer d'aller Place des Vosges ou dans n'importe quel endroit sympa autrement qu'en taxi ou en métro. Le bus ne roule qu'à 4km à l'heure et peut avoir des retards fantastiques. On ne peut pas trop compter sur lui. Paris est donc devenu le paradis... des camionnettes, camions et autocars. Selon les statistiques que nous tenons depuis 2000, le nombre des camionnettes a triplé depuis 2016. Avant c'était la circulation en deux roues motorisées qui avait explosé. Vespas et camionnettes sont évidemment les deux engins les plus polluants. Le mardi matin à Paris il y a tellement de camions et de camionnettes garées en double fil n'importe où qu'il n'est plus possible de

circuler sur certains axes, comme le bd St Germain. L'indiscipline des deux roues et des livreurs étant ce qu'elle est, les accidents se multiplient. L'insécurité étant devenue ce qu'elle est, la peur est partout sur les quais du métro ou sur les trottoirs. La municipalité dirigée par des gens qui se veulent « gays friendly » a laissé le périscolaire devenir la proie des pédophiles à un niveau que tout le monde découvre (après les élections) comme inconcevable. Pour ceux qui veulent créer des entreprises et des boutiques, c'est l'enfer. Tous dépendant de la facilité des circulations. Elle a disparu pour les salariés qui doivent souvent de très loin, pour les clients et pour les fournisseurs. Se loger est devenu impossible. Être propriétaire devient ruineux. Le parc immobilier passe aux mains de l'Etat et de ses dépendances et des étrangers. Pour les vieux, les familles, les handicapés et les malades, c'est constamment plus de galère. Paris intramuros a désormais moins de 2 millions d'habitants et les partants sont partiellement remplacés par des immigrés par clientélisme électoral. Une mort urbaine en direct, soulignée par les coups de klaxons partout, dont tout le monde se fiche. Il n'y a plus de municipalité mais une bande de croque-morts ! Et tellement bien intentionné : la grève des ordures va se remettre en place avec l'accompagnement énamouré de la Municipalité. Le surmulot au secours de la République, on a déjà connu une fois. Bis repetita placent. Cela va être grandiose.

Banlieue

Tout le monde a vu M. Bakayoko, un nom qui fleure si bon la France profonde, se faire aduler par une bande d'émeutiers africains ayant mis le feu à leur lycée avec les encouragements de M. Mélenchon. La « Californie sans la mer », fait brûler ses écoles et bâtiments publics. Le « nouveau peuple » sombre dans une chienlit déclarée prometteuse de lendemains qui chantent. Cela va être grandiose.

Cal

La gauche essaie de relancer un mouvement « lycéen » avec des blocages organisés par des gamins militants. Cela va sûrement améliorer les classements PISA ! Ce genre d'incendie prend ou ne prend pas. Gageons que le succès des Catholiques va motiver les troupes et que la perspective d'empêcher l'installation du « fascisme » va galvaniser la gauche manifestante. Sauf si d'autres enseignants se font attaquer. Gageons que le SNES saura se joindre pleinement au mouvement pour éviter de nouveaux incidents pénibles. Élèves du supérieur, enseignants, lycéens, tous ensemble « contre le fascisme ». Cela va être grandiose.

CGT

Les syndicats communistes tentent de créer les conditions d'une rentrée « chaude » avec manifestations de masses, débrayages tous azimuts etc. Ah, si le SNCF pouvait nous refaire le coup d'une grève totale de trois mois, accompagnée des contrôleurs aériens et des musées ! Comme il n'y a plus de travailleuses-travailleurs, sans les Cal et les mouvements immigrés, cela fait un peu mince. Alors peut-être relancer les Gilets jaunes ? Cela va être grandiose.

Covid

Il revient. Mais il est moins toxique qu'Edwy Plenel. Zut alors !

Sabotages

La mode s'installe. Le radar d'Orly s'est trouvé indisponible pendant des heures, forçant des dizaines d'avions soit à tourner pendant des heures soit à se détourner. Pas un mot dans la presse.

Budget

La course effrénée entre dépense publique et impôts supplémentaires continue. Les Léon Zitronne des médias voient M. Lecornu en tête dans le tournant d'Auteuil, mais en risque dans le dernier virage. La dernière ligne droite se fera en terrain lourd. Il n'y aura pas de ticket gagnant.

Comme tout cela est raisonnable. La gauche, sous sa forme actuelle de trahison de tous ses idéaux, est devenue une force résiduelle de destruction, rendue outrancière par sa marginalisation dans l'opinion. Qui peut soutenir ses ultimes convulsions sans vomir ?

Conclusion : plus de clarté et plus de force

François-Xavier Bellamy qui réussit à imposer une présence forte et positive dans les médias, l'a répété : notre message doit être clair !

Eh bien oui chers LR ! Soyons clairs effectivement et pas seulement dans les intentions ! Le monde, l'Occident, les Etats-Unis, l'Europe et la France traversent une forme de maelström historique et rien ne sera simple. Autant le comprendre et s'y préparer sans états d'âme ni faiblesse. On sait ce qui a flanché. On peut y faire face en France et tenter de faire levier sur l'Europe et le monde occidental. Rester ignorants, béats et passifs ou sombrer dans le n'importe quoi ne sont pas des options dignes !

Soyons donc clairs ! Les Républicains doivent cesser de perdre des élections à répétition **faute d'avoir précisé l'identité et le projet du parti**. Ils doivent cesser de perdre leur âme avec des alliances vides de sens avec des centristes et des socialistes, au nom d'on ne sait quelle lutte contre les extrêmes ou parce que « c'est moins pire que si c'était pire ». Le centrisme à la sauce Bayrou et les dingeries d'un guignol narcissique tragique sont le contraire d'une pratique gouvernementale modérée et bien orientée. Leur échec gigantesque a donné du sens au concept d'extrême centre, c'est-à-dire un néant agressif qui finit par faire tout et l'inverse tout, mais avec la frénésie d'une fausse bonne conscience et une baignade permanente dans les faux-semblants et les mensonges carabinés, tout en favorisant les extrêmes et en interdisant l'alternance.

Le triple héritage de l'expérience de la Ve République voulue par le Général de Gaulle est institutionnel, civilisationnel et performatif. Oui, il fallait, pour lui, être performant partout. Il n'y avait pas de questions interdites. Depuis le giscardisme et le mitterrandisme, on est entré dans le mensonge systémique et le déclin, avec une démagogie permanente armant des querelles de personnes. Certaines questions cruciales comme la démographie, l'organisation défaillante du système des changes mondiaux et européens, l'organisation problématique de l'Union européenne et les déviances de Mme Von der Leyen, les dangers des politiques écologiques militantes et maximalistes, la performance économique en milieu ouvert, les flux migratoires, les poussées wokistes, l'emprise islamiste fondée sur le nombre, l'ampleur déraisonnable du poids du système social et le dérèglement de ses modalités, ne peuvent plus être esquivées.

Non ! Aucune de ces questions cruciales ne peut plus être mise sous le tapis et laissée à des démagogues ou à des petits ambitieux à jactance.

Non ! L'avenir de la France ne passe pas par M. Hollande et sa présidence infernale marquée par une diplomatie foireuse qui a provoqué l'intervention russe en Ukraine (« nous n'avons aucune volonté d'appliquer les accords de Minsk », a-t-il avoué en substance), créé une pression fiscale

excessive (qui a permis à E. Macron de se faufiler), détruit la filière nucléaire et cassé un peu plus la démographie.

Non ! L'avenir de la France ne passe pas par les mouvements protestataires sans colonne vertébrale économique. Mme Le Pen est une exceptionnelle animatrice de Karaoké, fort sympathique dans cet exercice. Point stop !

Non ! L'avenir de la France ne passe pas par M. Mélenchon et ses phalangistes. Il est par calcul électoral un collabo du wokisme, de l'islamisme et par passion un communiste. Il ne peut que détruire.

Non, répétons-le, l'avenir de la France ne passe pas par les anciens premiers ministres de M. Macron ! La complicité dans une descente aux enfers ne fait pas un levier pour l'avenir.

L'avenir ne s'ouvrira que par **un retour aux sources de la Ve opéré par le parti qui en a été le fondateur**. Tout le monde accepte parfaitement cette idée. Alors concrétisons notre rôle de ferment d'un retour aux institutions efficaces, à la conception de politiques positives dans tous les domaines régaliens et de renaissance de la prospérité.

La situation budgétaire percute la campagne. Les déficits sont nourris **de façon automatique** par, d'une part, la question démographique, au fur et à mesure que la classe des 20 – 60 ans rétrécit et celle des plus de 60 ans grossit, et d'autre part par le jeu d'intérêts de la dette très supérieurs au taux de croissance. Un président dévalué qui ne pense qu'à son job d'après et l'apparence de premier ministre qui espère juste éviter l'accident rédhibitoire qui peut se produire à tout moment sous bien des formes, bloquent la situation et forcent les candidats à s'expliquer sur le très court terme. On risque de priver le pays des débats de fond qui s'imposent. Il faut cesser les pratiques d'évitement et prendre en charge le moyen et long terme.

Cela passe de façon désormais plus qu'urgente pour Les Républicains par la **refondation de l'identité des LR** et la densification d'un projet majeur **voté par les adhérents**. Si Bruno Retailleau, désormais réélu sénateur, et dégagé de ce souci, ne le fait pas dans les trois mois, LR prend le risque de l'inutilité politique et la France ratera une occasion d'échapper à sa déconfiture comme civilisation, comme Patrie, comme peuple et comme nation prospère inventive et qui compte. Ce ne sont pas des mots. Tous les scénarios débouchant sur des déboires sont connus et dans le détail ! Ils sont peu aimables. Il n'est pas sûr qu'ils nous accordent six mois ! Il n'est même pas sûr qu'Emmanuel. Macron puisse éviter de démissionner avant la fin de l'année ou de déclencher l'article 16...

Alors n'attendons pas ! Au travail ! Les Français ne sont pas des zombies, n'en déplaie à certains observateurs.